

Les pensions de la Fonction Publique, les dépenses contraintes et le pouvoir d'achat

Depuis 2004 le principe de la revalorisation annuelle des pensions par leur indexation sur l'évolution de l'IPC (Indice des Prix à la Consommation) est censé protéger le pouvoir d'achat des fonctionnaires retraités mais il ne le fait que très imparfaitement.

Ce principe ne prend pas en compte l'évolution des dépenses contraintes supérieure à l'IPC, ce qui réduit le revenu réellement disponible.

Il inscrit dans la durée le renoncement à toute progression du pouvoir d'achat des retraités quelque soit l'évolution de la richesses produite.

Sur le long terme il ne peut que creuser un différentiel de plus en plus grand avec le pouvoir d'achat des actifs (différentiel de 5,9 points avec l'ensemble des salaires et de 11,6 points avec le SMIC entre 2003 et 2010).

Globalement, en France, le pouvoir d'achat des ménages a crû de 3,4% par an entre 1998 et 2002 mais depuis il ralentit à 1,9% par an alors même que dans cette période le poids des revenus du patrimoine croissait réduisant d'autant le pouvoir d'achat réel des seuls salaires et pensions.

Les dépenses contraintes représentaient 23% du budget des ménages en 1960 pour passer à 45% en 2006 et, surtout, pour les 20% de ménages aux revenus les plus faibles elles sont passées de 50% en 2001 à 75% en 2006.

Le pouvoir d'achat des retraités

Pour l'année 2008, dans la distribution des revenus par déciles, seuls les ménages retraités du 1er décile ont un revenu annuel légèrement supérieur à celui des actifs (10 980 pour 10 810, rapport de 1,02). Pour tous les autres déciles les retraités ont un revenu inférieur dans un rapport allant de 0,92 à 0,97.

Entre 1998 et 2010 les retraités, dans leur ensemble, ont subi une hausse des prix supérieure de 0,33 point par rapport à l'ensemble de la population.

Les pensions par catégories

Il est difficile d'étudier globalement le pouvoir d'achat des fonctionnaires retraités car la structure de consommation d'un retraité de la catégorie C, de par son niveau de pension, n'a guère à voir avec celle d'un retraité de catégorie A+. Il semble plus pertinent d'observer les tranches de revenus auxquelles appartiennent chacune des catégories.

Les dernières statistiques sur le montant des pensions des fonctionnaires (ensemble du « stock ») dont nous disposons datent de fin 2007.

Soit en net, après déduction de la CSG et de la CRDS, en moyenne :

- catégorie C : 12 359 € par an ce qui correspond au 2ème décile de niveau de vie
- catégorie B : 18 894 € par an ce qui correspond au 5ème décile de niveau de vie
- catégorie A : 27 593 € par an ce qui correspond au 8ème décile de niveau de vie

Pour les retraités de la catégorie C :

Ils font partie de ceux qui ont vu leurs dépenses contraintes passer de 50% de leur budget en 2001 à 75% en 2006. Du fait de l'augmentation plus importante de ces dépenses contraintes, de 1998 à 2010 les pensionnés de la catégorie C ont subi un taux d'augmentation des prix supérieur de 1,85 points à l'augmentation de l'ensemble et de 3,07 points par rapport aux plus aisés.

Pour eux le poids des dépenses courantes de logement (loyer, eau, chauffage, électricité, assurance) est passé de 31% de leur budget en 2001 à 44% en 2006.

Pour les retraités de la catégorie B :

De 1998 à 2010, les pensionnés de la catégorie B ont subi un taux d'augmentation des prix supérieur de 0,18 points à l'augmentation de l'ensemble et de 1,4 points par rapport aux plus aisés.

Pour eux le poids des dépenses courantes de logement (loyer, eau, chauffage, électricité, assurance) est supérieur de 0,9 point par rapport au coefficient budgétaire moyen.

Pour les retraités de la catégorie A :

De 1998 à 2010, les pensionnés de la catégorie A ont eu un taux d'augmentation des prix inférieur de 0,56 points à l'augmentation de l'ensemble et supérieur de 0,66 points par rapport aux plus aisés. Pour eux le poids des dépenses courantes de logement (loyer, eau, chauffage, électricité, assurance) est inférieur de 0,3 point par rapport au coefficient budgétaire moyen.

Pensions annuelles moyennes par catégories Fonction Publique

	2007	2007 net	2008	2008 net	2009	2009 net	2010	2010 net	2011	2011 net
cat A	29148	27078	29702	27593	29999	27869	30269	28120	30904	28710
cat B	19959	18542	20338	18894	20542	19083	20726	19255	21162	19659
cat C	13056	12129	13304	12359	13437	12483	13558	12595	13843	12860

Distribution des niveaux de vie (ensemble des individus)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1er décile (D1)	9 960	9 920	9 940	9 960	10 090	10 290	10 520
2ème décile (D2)	12 270	12 270	12 320	12 380	12 550	12 750	13 120
3ème décile (D3)	14 140	14 180	14 150	14 290	14 480	14 770	15 200
4ème décile (D4)	15 960	15 950	15 940	16 100	16 370	16 650	17 100
Mediane (D5)	17 860	17 810	17 730	18 020	18 280	18 670	18 990
6ème décile (D6)	20 010	19 910	19 920	20 090	20 410	20 880	21 120
7ème décile (D7)	22 680	22 480	22 450	22 650	23 080	23 610	23 790
8ème décile (D8)	26 480	26 270	26 030	26 350	26 890	27 370	27 630
9ème décile (D9)	33 800	33 230	32 830	33 350	34 390	34 850	35 550
Rapport interdécile (D9/D1)	3,39	3,35	3,30	3,35	3,41	3,39	3,38

en euros 2008

Lecture : En 2008, 10 % des individus ont un niveau de vie inférieur à 10 520 euros. Note : Ces indicateurs appartiennent à la liste des indicateurs d'inégalité préconisés par le groupe de travail "Niveaux de vie et inégalités sociales" du CNIS. Ceux en gras sont des indicateurs dits "indicateurs de base". Champ : France métropolitaine, individus dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante. Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétroposées 1996 à 2004, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2008.

Depuis 1998, des évolutions des prix globalement plus fortes pour les ménages les plus pauvres que pour les ménages les plus aisés

De 1998 à 2010, les prix ont augmenté plus vite pour les ménages aux plus faibles revenus que pour ceux aux revenus les plus élevés : le taux de croissance annuel moyen des prix pour les premiers s'établit à 1,70% alors qu'il n'est que de 1,52% pour les seconds, soit un écart cumulé d'inflation de 2,58 points en douze ans (tableau 1). Les écarts d'évolution des prix entre le premier et le dernier décile de revenu se sont creusés depuis l'été 2002. Les écarts trouvent leur origine dans la répartition différente de la consommation par fonction de consommation : la part des dépenses de logement¹ dans le budget des ménages les plus modestes représente, en proportion, plus du triple de celle du budget des ménages les plus aisés ; les dépenses de tabac sont également proportionnellement plus fortes chez les premiers.

Tableau 1 : Evolution moyenne depuis 1998 des indices par catégorie

Catégorie	Indice base 100 en 1998		Évolution annuelle moyenne depuis 1998	
	Valeur 2010	Écart à l'indice d'ensemble	Taux	Écart à la croissance d'ensemble
Ensemble	121,10	1,61%		
1 ^{er} décile	122,47	1,36	1,70%	0,09%
2 ^{ème} décile	122,95	1,85	1,74%	0,13%
3 ^{ème} décile	122,21	1,10	1,69%	0,08%
4 ^{ème} décile	121,74	0,64	1,65%	0,04%
5 ^{ème} décile	121,29	0,18	1,62%	0,01%
6 ^{ème} décile	121,46	0,36	1,63%	0,02%
7 ^{ème} décile	121,00	-0,10	1,60%	-0,01%
8 ^{ème} décile	120,54	-0,56	1,57%	-0,04%
9 ^{ème} décile	120,50	-0,61	1,57%	-0,04%
10 ^{ème} décile	119,89	-1,22	1,52%	-0,09%

Lecture : La première colonne « Valeur 2010 » indique la moyenne des indices sur l'année 2010 en utilisant comme base l'année 1998. Par exemple, pour l'indice d'ensemble, la valeur 121,10 indique que les prix ont augmenté en moyenne de 21,10% entre l'année 1998 et l'année 2010. La colonne « écart à l'indice d'ensemble » donne la différence moyenne entre l'indice de la catégorie et l'indice d'ensemble pour l'année 2010. Les deux colonnes suivantes donnent les évolutions correspondantes en taux d'évolution moyen depuis 1998.

Indices des prix 1998-2010 selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Les retraités ont subi une hausse des prix plus prononcée que les autres ménages en 2010 (graphique 3). Le contraire avait été observé en 2009, les retraités étant alors la catégorie dont les prix avaient le moins augmenté au cours de l'année. Les employés ont, pour leur part, connu le phénomène inverse. Cette différence tient essentiellement à la fonction de consommation de logement. En effet, les retraités, étant plus souvent propriétaires que les employés, ont été plus touchés par la forte hausse des prix de l'énergie en 2010 (+26,5% entre décembre 2009 et décembre 2010). Les dépenses de logement contribuent ainsi positivement (+0,23 points d'écart de croissance) à l'écart entre l'évolution de l'indice des retraités et celle de l'indice d'ensemble (graphique 11) alors que sa contribution est négative (-0,03) pour les employés (graphique 9).

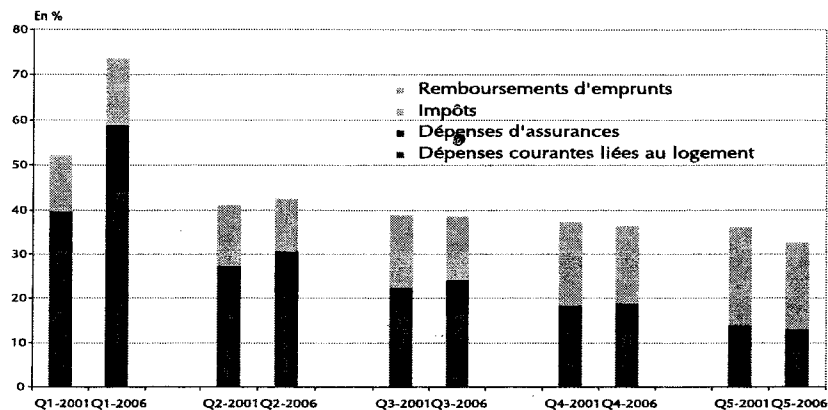
Tableau 3 : Evolution moyenne depuis 1998 des indices hors tabac par catégorie

Catégorie	Indice base 100 en 1998		Évolution annuelle moyenne depuis 1998 ¹	
	Valeur 2010	Écart à l'indice d'ensemble	Taux	Écart à la croissance d'ensemble
Ensemble	119,74		1,51%	
Agriculteur	120,26	0,52	1,55%	0,04%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	119,38	-0,36	1,49%	-0,03%
Cadre	119,59	-0,15	1,50%	-0,01%
Profession intermédiaire	119,26	-0,47	1,48%	-0,03%
Employé	119,46	-0,28	1,49%	-0,02%
Ouvrier	120,36	0,62	1,56%	0,04%
Retraité	120,06	0,33	1,54%	0,02%

Lecture : La première colonne « Valeur 2010 » indique la moyenne des indices sur l'année 2010 en utilisant comme base l'année 1998. Par exemple, pour l'indice d'ensemble, la valeur 121,10 indique que les prix ont augmenté en moyenne de 21,10% entre l'année 1998 et l'année 2010. La colonne « écart à l'indice d'ensemble » donne la différence moyenne entre l'indice de la catégorie et l'indice d'ensemble pour l'année 2010. Les deux colonnes suivantes donnent les évolutions correspondantes en taux d'évolution moyen depuis 1998.

¹ Loyer, charges, eau, gaz, électricité et autres énergies

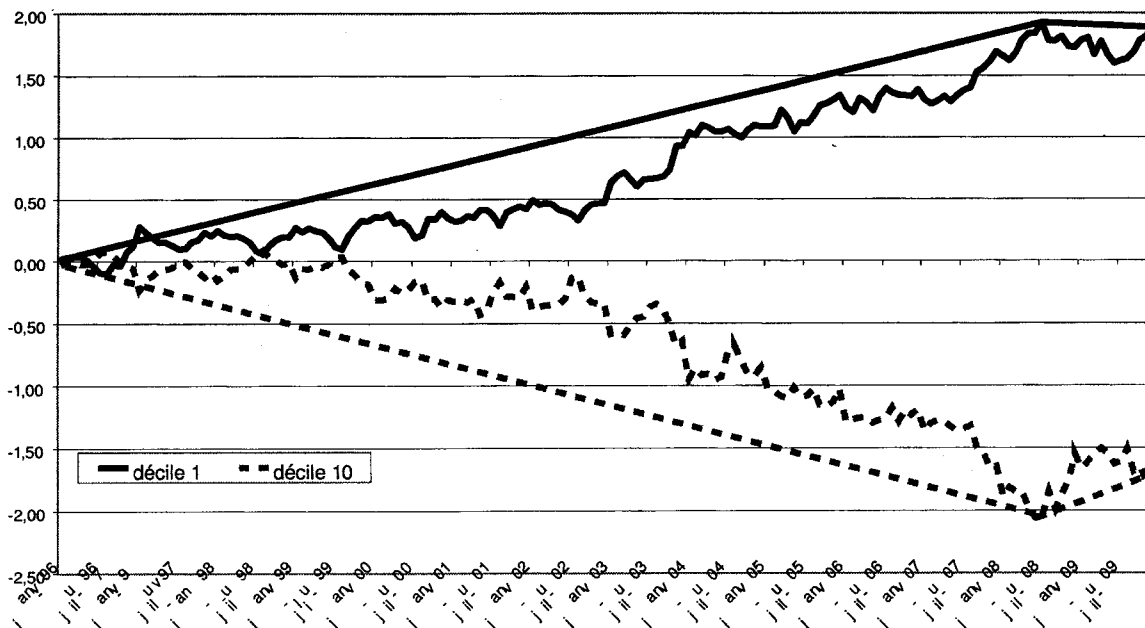
16. Évolution du poids des dépenses préengagées dans le revenu courant des ménages entre 2001 et 2006



Lecture : Pour les 20 % des ménages les plus modestes, le poids des dépenses courantes de logement dans leur revenu courant est passé de 31% en 2001 à 44 % en 2006.

Source : Insee, Enquêtes Budget de famille 2001 et 2006.

Graphique 1. Indices de prix selon le niveau de vie du ménage (1996-2009)
Ecarts cumulés à l'indice d'ensemble



8. Palmarès des plus fortes baisses et des plus fortes hausses de prix entre 2001 et 2006

	Libellés	Taux de croissance en %
BAISSES	Matériel de traitement de l'info. yc micro-ordinateurs	-59
	Matériel vidéo	-55
	Poste téléphonique	-53
	Caméscope	-51
	Appareils de photo, inst. d'optique, d'observation	-47
	Téléviseurs	-43
	Autres appareils électro-acoustiques	-29
	Lave-vaisselle	-20
	Lave-linge, sèche-linge	-18
	Appareils de cuisson	-15
	Disques et cassettes enregistrées	-14
	Disquettes et cassettes vierges	-11
	Aspirateurs et autres gros appareils ménagers	-10
	Jeux et jouets	-10
	Refrigérateurs, congélateurs	-9
	Produits pharmaceutiques	-7
	Vêtements de sport ou de loisirs pour hommes et garçonnets	-7
	Ensemble de l'indice des prix à la consommation	10
HAUSSES	Bière et cidre consommés dans les cafés	15
	Cafés et autres boiss. chaudes cons. dans les cafés	17
	Médecins	20
	Locations de chambres d'hôtel	21
	Gaz de ville	22
	Assurance santé complémentaire	22
	Bijouterie, joaillerie	22
	Supercarburants	22
	Enlèvement des ordures ménagères	23
	Employé de maison	23
	Réparation horlogerie ou bijoux	24
	Auto-écoles	25
	Loyers des résidences de vacances et gîtes ruraux	27
	Réparation de véhicules personnels (heure de m.o.)	34
	Gazole et gpl	36
	Tabac	56
	Fiouls domestiques	66

Source : Insee.